

l'augmenter. Et, paradoxalement, ce sont souvent les partisans d'une diminution qui vantent les mérites du recours aux sanctions économiques punitives, lesquelles ne sont efficaces que s'il y a interdépendance et si le comportement des Soviétiques peut être modifié par l'appât du gain économique. En outre, ceux qui préconisent des sanctions économiques dans le secteur civil considèrent apparemment que ces sanctions influenceront sur les dépenses militaires de l'URSS. Pourtant, ils ne sont pas sans savoir qu'il y a peu ou point de liens entre l'économie civile et l'économie militaire en Union soviétique.

Ce débat récurrent tend à rouvrir des plaies particulièrement difficiles à cicatrifier dans le monde actuel car les délibérations sur la question des relations Est-Ouest ont malheureusement tendance à dégénérer en un duel fratricide entre pays de l'Ouest. Ainsi, il est arrivé que l'on accuse Ronald Reagan, Margaret Thatcher ou moi-même — pour des motifs particuliers ou sous le coup de l'émotion — d'être une menace plus grave à la sécurité occidentale que les Soviétiques et leurs satellites.

On dirait même que la diversité, le pluralisme et la liberté d'expression que nous tenons à sauvegarder, grâce à l'Alliance, ne sont pas de mise au sein même de l'Alliance.

Une Alliance se déchirant elle-même est un paradoxe sur lequel l'histoire jette une lumière instructive. L'OTAN saura éviter cet écueil si nous agissons avec prudence. Mais nos institutions ne pourront relever des défis nouveaux qu'à la condition de hausser le niveau de leur débat, le contenu intellectuel de leurs délibérations, de façon à faire face aux réalités changeantes de notre environnement.

Tous ces paradoxes me rendent mal à l'aise. Notre aptitude à analyser et à comprendre dans toute sa complexité l'ère nouvelle qui s'est ouverte dans les relations Est-Ouest me semble insuffisante. Et le recours à des attitudes et à une rhétorique d'une époque de guerre révolue ne sont pas de nature à me rassurer, même si les Canadiens surent alors garder leur sang-froid.

Car ce n'est pas notre courage qui est mis aujourd'hui à l'épreuve, pas plus qu'il ne s'agit d'un jeu dont nous pourrions être les spectateurs enthousiastes. Ce qui est en cause, c'est la survie même de l'espèce humaine. Et ce qui est mis à l'épreuve, c'est notre force et notre volonté, comme gouvernants, d'enrayer la course aux armements nucléaires.

Lorsque j'ai pris la parole à la deuxième session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement, en juin 1982, j'ai déclaré :

« ... Je comprends fort bien la perplexité et l'angoisse de nos populations. Le débat nucléaire est complexe, et il semble obéir à une curieuse logique à rebours. On y traite d'un pouvoir qui, de l'avis de tous, est inutilisable. On y plaide en faveur d'un accroissement immédiat des armes nucléaires dans le but d'en diminuer le nombre à long terme, et les experts considèrent froidement la vulnérabilité des villes et des gens comme un facteur de stabilité dans l'équilibre nucléaire. Mais le pire est que tout ce débat offre bien peu d'espoir de solution, même lointaine, à ceux qui en sont les témoins impuissants. »

Une année s'est écoulée depuis, et j'ai toujours aussi peu de motifs d'espérer. Comment en sommes-nous arrivés à cette impasse? L'évolution tortueuse des relations Est-Ouest au cours des quinze dernières